

FOCUS

PORTRAITS DE FEMMES RÉSISTANTES EN CHARENTE ET EN CHARENTE LIMOUSINE



AUTRICE - CONTRIBUTEURICE : MICHÈLE SOULT

Ancienne institutrice et professeure d'Histoire, elle s'engage à la retraite auprès des Amis de la Fondation de la Résistance dont elle est déléguée départementale. Elle est également présidente de la délégation charentaise des Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation depuis 2015 et vice-présidente nationale depuis 2021. Par sa participation à des travaux de recherche au plan national et la mise en place en Charente en 2019 des « ateliers de Petits Chercheurs en Histoire » à destination des scolaires, elle porte à la (re)connaissance du public les destins des déportés et fusillés de Charente.

VILLES
& PAYS
D'ART &
D'HISTOIRE

SOMMAIRE

- 1 ÉDITO**
- 3 MARIE VIGNERON LAGORCE**
- 9 HENRIETTE ET THÉRÈSE RÉGEON**
- 15 MARCELLE NADAUD**
- 19 NOTES DE LECTURE / ÉLÉMENTS
BIBLIOGRAPHIQUES**

Couverture

Jacques Bloch-Morhange alias « Texier » (1921-1989), Commandant de compagnie FTP, échangeant avec ses trois agents de liaison près de La Péruse en février 1944.
© Benoit Savy.

Conception graphique
DES SIGNES studio
Muchir Desclouds 2015

Impression
IGE Edigraphic

L'histoire de la Résistance s'est longtemps écrite au masculin, à une période où le pays en reconstruction avait besoin d'une vision idéalisée de la Résistance mais aussi de héros porteurs de ses principes. Cette écriture masculine a eu pour conséquence d'occulter l'action des femmes au sein des mouvements de résistance. Elles ont pourtant joué un rôle important que ce soit dans les missions de sabotage, la cache de clandestins ou encore l'infiltration des instances nazies ou miliciennes.

Ce biais d'écriture est remis en cause depuis plusieurs années dans le sillage des mouvements féministes et d'une vision moins genrée de l'Histoire.

La Communauté de communes de Charente Limousine œuvre à son échelle à ce rééquilibrage et a engagé ces dernières années un travail de mémoire pour exhumer les destins inconnus des femmes qui ont contribué à la résistance en Charente Limousine. Ce travail est mené par le Pays d'art et d'histoire du Confolentais en partenariat étroit avec la section charentaise des Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation (AFMD) et sa présidente Michèle Soult.

En croisant les différentes archives et les témoignages à disposition, le projet fait sortir de l'ombre ces femmes oubliées de l'Histoire. Il permet ainsi de redonner corps à leur engagement, de le faire connaître et reconnaître. Il offre également l'opportunité de réhabiliter certaines d'entre elles injustement calomniées. Grâce à ces travaux, il est possible de sensibiliser les habitants du territoire mais aussi les personnes extérieures à l'histoire de ces héroïnes.

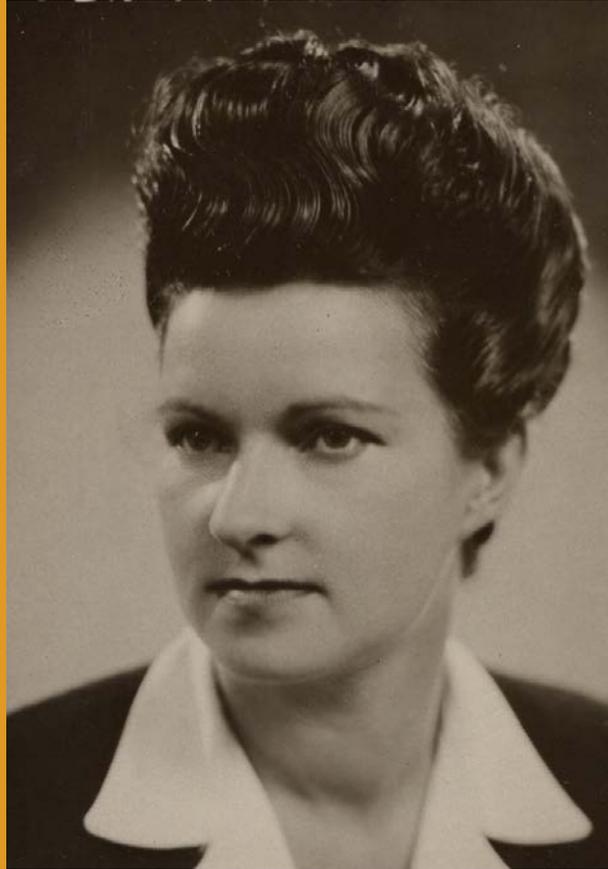
Les résultats de ces recherches ont vocation à être diffusés largement, et ce de différentes manières. L'édition de documents en est une ; et dans cette brochure Michèle Soult vous fait découvrir le destin de certaines de ces femmes qui ont œuvré en Charente Limousine et plus largement en Charente.

Une exposition est également en prévision au Conseil Départemental de la CHARENTE, avec la collaboration de plusieurs acteurs dont l'AFMD et le Pays d'art et d'histoire du Confolentais.

Le chemin est encore long mais il est salutaire car les jeunes générations, en ces temps troublés, pourront trouver en ces femmes des sources d'inspiration.

Benoît Savy

Président de la Communauté de communes de Charente Limousine



Ci-contre
Portrait de Marie Vigneron
en 1944.
© Archives familiales.

MARIE MONIQUE LAGORCE NÉE VIGNERON MATRICULE 51474 À RAVENSBRÜCK

Marie Vigneron, connue sous le prénom de Monique, est née le 14 avril 1913 route de Tournepiche à Montembœuf (Charente), commune rurale située en Charente Limousine, à 34 km à l'est d'Angoulême dont les pépinières comptaient au début du XX^{ème} siècle parmi les plus vastes du sud-ouest de la France.

C'est dans ces pépinières que travaillaient les parents de « Monique », Pierre Vigneron (1878) et Marguerite Boulestin (1884).

Quatrième d'une fratrie de sept enfants, elle connaît une enfance heureuse. À la sortie de l'école, elle reste à Montembœuf pour aider son père, devenu patron-grainetier-pépiniériste. Sa jeunesse est joyeuse entre un gentil fiancé et une bande de copains avec lesquels elle va danser à Angoulême et se baigner à Royan.

Les acquis du Front populaire permettent à la petite bourgeoisie charentaise de partir quelques jours en vacances, parfois en voiture, souvent grâce au « Petit Mairat ». Cette ligne ferroviaire économique traversait les deux Charentes, des terres d'élevage du Nord aux coteaux viticoles de la façade atlantique.

Mais les années trente sont aussi marquées par la montée du nazisme et la peur d'un retour aux tranchées : le souvenir tragique de la « der des der » hante tous les esprits.

1940 sonne le tocsin de l'insouciance : la guerre, la défaite, l'armistice, la honte qui va avec, et une Charente envahie en partie. L'ennemi entre victorieux dans Angoulême le 24 juin 1940 après avoir défilé sur les Champs Élysées le 17 juin 1940.

Monique voit les manches retroussées, les

casques verts marqués des croix gammées noires, les bottes brillantes, les regards hautains.

Elle voit la défaite.

Ne l'accepte pas.

Avec ses amis, elle a connaissance de l'Appel du général de Gaulle et, sans hésiter, ils décident d'entrer en résistance en suivant les directives de cet homme peu connu mais qui appelle à sauver la France. Résister, mais comment ?

Monique entre en relation avec le BCRA (Bureau Central de Renseignement et d'Action, 2^{ème} bureau de l'État-Major du général de Gaulle créé le 1^{er} juillet 1940) vraisemblablement à la fin de l'année 1940 ou au début de l'année 1941. Son village, Montembœuf, est situé en zone libre jusqu'en novembre 1942.

Les missions ne manquent pas.

Ainsi, elle convoie des familles juives cherchant à fuir la zone occupée soumise aux lois anti-juives, des aviateurs abattus ou encore des jeunes voulant rejoindre la France Libre de de Gaulle comme le fera son plus jeune frère Camille. Avec ses « passagers », elle fait étape dans la maison familiale. Sa maman cache les « protégés » de sa fille dans le grenier. Puis elle les accompagne jusqu'à Mauléon, à l'hôtel du centre qui est le point de ralliement d'où ils gagnent l'Angleterre via l'Espagne et l'Afrique du Nord. Quelquefois, ses missions l'emmènent aussi vers la Suisse.

Un jour, dans le train, alors qu'elle escorte un aviateur anglais vers Mauléon, deux vieux messieurs basques montent dans leur wagon, parlant bien fort, expliquant que la Gestapo est à l'hôtel du centre, que les hôteliers viennent d'être fusillés et que les Allemands ont investi la



gare, attendant probablement « du gros gibier ». Elle comprend le danger et décide de sauter du train avec son compagnon de voyage. Ils ne doivent leur salut qu'à une fuite à travers la montagne, dans la neige. Une anecdote parmi d'autres mais qui pouvait à l'époque vous mener entre les mains d'un Feldwebel¹ zélé. Être pris, c'est la torture, à coup sûr, et la peur partagée par tous les camarades : celle de parler et de faire tomber tout son réseau.

Alternance d'adrénaline, de fatigue, à porter sur de frêles épaules depuis peu sorties de l'adolescence.

Qu'importe, le devoir l'emporte. En 1942, l'organisation lui demande de s'installer à Paris. Elle se met à la disposition du BCRA en tant qu'agent de liaison sur cette période. Elle réside 6 rue Dulong dans le 17^{ème} arrondissement. En septembre 1943, elle intègre le réseau Super NAP (Noyautage des Administrations Publiques) en tant qu'agent de liaison et de renseignements aux côtés de Maurice Nègre². Le 15 février 1944, elle rejoint le réseau ROY OSS mission Lenoir créé en 1941 par le séminariste Georges Lapouge (1914-2013)³. Elle effectue de nombreuses missions à Vichy où Georges Bidault lui remet des documents pour les Alliés. C'est à ce moment-là qu'elle rencontre Louis Lagorce, son futur mari. Il appartient au réseau de résistance des pompiers de Paris.

Fourniture d'informations sur les forces de répression allemandes, fabrication de fausses pièces d'identité et passage de résistants hors du territoire occupé sont les principales activités de la jeune femme.

Monique frôle souvent la catastrophe. Nombreux sont ses camarades qui ont été embarqués dans une des terribles tractions noires de la Gestapo, ou sont tombés au détour d'une rue, assassinés. Elle le sait, il lui faudra peut-être se donner la mort, un jour, quelques secondes avant qu'on lui passe les menottes.

Elle le sait.

Suite à l'arrestation d'un jeune commandant allemand affecté aux mouvements de troupes de Paris qui lui fournissait des renseignements de police, elle est arrêtée le 18 juin 1944 à son domicile parisien.

Le 18 juin, une ironie comme l'Histoire sait en construire.

À 7h du matin, deux agents de la Gestapo accompagnés de miliciens l'emmènent rue des Saussaies pour un interrogatoire. Elle connaît alors la torture, les coups, la maltraitance et les humiliations. Simone Gonichon, arrêtée dans la même affaire, connaît le même destin. Monique doit assister à la mise à mort de son indicateur : il est fusillé sous ses yeux dans la cour du centre de la rue des Saussaies. Puis elle est interrogée par un vieil officier de la Wehrmacht qui la garde dans son bureau, lui donne à manger et la laisse se reposer après l'interrogatoire.

Monique est ensuite incarcérée à la prison de Fresnes, dans une cellule surpeuplée où elle fait connaissance de celles qui resteront jusqu'à leurs morts, ses « sœurs de cœur ».

Le 27 juillet 1944, elle est transférée au fort de Romainville, camp allemand de regroupement des femmes arrêtées où elle est enregistrée sous le matricule 6582. Elle est déportée depuis la

1. Vue de l'entrée du fort de Romainville, sur la commune des Lilas (93), du début du XX^{ème} siècle.

© Image tirée du site internet www.geneanet.org.

2 et 3. Portraits de Marie Vigneron dans les années 1940.

© Archives familiales.



gare de l'Est le 3 août 1944 dans un convoi de 68 femmes dirigé vers le camp de transit de Saarbrücken Neue-Bremme, près de la frontière avec la France. Les traitements infligés aux femmes dans ce camp étaient destinés à les briser.

Un euphémisme.

Après dix jours dans ce lieu, elle est dirigée vers le camp de concentration de Ravensbrück, près de Berlin, où elle devient le matricule 51474 le 14 août 1944. Rapidement, elle est affectée au Kommando de Gartenfeld qui dépend administrativement du KL Sachsenhausen et emploie des détenus de camps de concentration pour la firme Siemens ; elle travaille dans des ateliers de laque pour les câbles de sous-marins et, le soir, rejoint le petit camp de Gartenfeld dans un block que les françaises partagent avec des italiennes. Langues et cultures différentes, souffrances identiques : faim, froid, manque d'hygiène, maladies, coups et travail harassant. Il faut tenir. Y croire.

Le 28 mars 1945, les baraquements du camp sont totalement détruits par un bombardement allié. À cette période, la stratégie de reconquête s'enclenche et elle se traduit par des bombardements ciblés sur les structures nazies. Encore une ironie du sort : combien de fois elle et ses camarades ont rêvé de voir les bombardiers alliés déverser leurs bombes sur les usines Nazies ? Mais les frappes sont rarement chirurgicales à 3 000 m d'altitude.

Monique, surnommée « Farfadet », réussit, avec trois camarades, à sortir plusieurs femmes du *revier*, infirmerie dépourvue de médicaments

qui tient plus du mouiroir que d'un lieu où l'on guérit. Nombreuses sont celles qui y périssent. Le camp étant complètement détruit, les prisonnières sont renvoyées au grand camp de Sachsenhausen jusqu'au 20 avril. En raison de l'avancée de l'armée soviétique près de Berlin, les détenues subissent une « marche de la mort » qui démarre le 22 avril 1945 à 2h du matin. Il fait un froid mordant, elles sont encadrées par les SS armés qui les pressent sur la route, sans qu'eux-mêmes ne sachent vraiment dans quel but. L'Allemagne se bat encore, les combats font rage. Il faut marcher de nuit, se cacher le jour. Les armées russes approchent, les derniers allemands de la Volkssturm sont alors livrés à eux-mêmes. Les prisonnières également. Monique et ses sœurs d'infortune restent ensemble. Sa meilleure amie Georgette Fradin, qui est médecin, trouve dans une ferme abandonnée, une charrette et un vieux cheval. Elle y installe les plus malades et le petit convoi repart. Rejointes par des prisonniers français évadés de leur stalag, elles sont libérées le 3 mai 1945 par une unité composée de mongoles de l'Armée Rouge. Prise en charge par la Croix Rouge suédoise sur les bords de l'Elbe, Monique, dont l'état de santé est précaire, est hospitalisée quelques jours à Bochild.

Elle est rapatriée le 19 mai par le centre d'accueil de l'hôtel Lutetia à Paris. Elle retrouve Louis Lagorce qu'elle épouse le 26 août 1946 en la mairie du 17^{ème} arrondissement de Paris et de cette union naît une fille Marie-Martine.

Le titre de « Déporté résistant » lui est décerné le 27 avril 1954. Elle reçoit la Croix de Guerre, la



1 et 2. Portraits de Marie Vigneron Lagorce vers la fin de sa vie.

© Archives familiales.

Médaille de la Résistance, la médaille militaire et elle est faite chevalier de la Légion d'Honneur. Le couple s'installe à Asnières (Hauts-de-Seine) et, pendant un temps, Monique tient une teinturerie. Mais, très vite, elle s'engage dans des associations de déportés dont l'Amicale de Sachsenhausen ou l'ANCVR (Association Nationale des Combattants Volontaires de la Résistance) d'Asnières dont elle deviendra présidente. C'est toute une vie de militante qui s'ouvre pour Monique au sein de ces associations de déportés. Jusqu'au bout, Monique œuvrera, son mari à ses côtés, dans des associations de Mémoire pour défendre les idées de grandeur de la France afin que jamais cette période de l'histoire ne s'oublie.

Son époux, Louis, adjoint au maire d'Asnières, décède en 2000. Monique décède le 31 janvier 2005 à Clamart (Hauts-de-Seine), âgée de 91 ans. Une vie de courage.

Michèle Soult et Laurent Thiery



3. Vue de la maison qui abritait le restaurant tenu par les parents de Marie Vignerons.

© Michèle Soult.

4. Vue aérienne de la prison de Fresnes dans le Val de Marne (94), dans les années 1950.

© Image tirée du site internet www.delcampe.net.

5. Vue extérieure des baraquements du camp de concentration de Ravensbrück.

© Image tirée de l'article « Ravensbrück », sur le site internet encyclopedia.ushmm.org.





Ci-contre

Henriette Régeon faite Chevalier
de la Légion d'Honneur dans la
cour des Invalides.

© Archives Départementales de
la Charente.

HENRIETTE ET THÉRÈSE RÉGEON MATRICULES 44754 ET 44755 À RAVENSBRÜCK

Thérèse et Henriette sont les filles de Henri, Sincère, Régeon né le 16 août 1876 à Ruffec (Charente) et de Marguerite Moreau née le 23 novembre 1880 à Ruffec, mariés le 27 juillet 1903 et domiciliés 7, rue Piolet à Ruffec. M. Régeon est roulier - autrement dit conducteur de chariots - un métier difficile, exigeant physiquement, commun pour l'époque mais dont la définition nous échappe aujourd'hui. N'oublions pas qu'en ce premier tiers de siècle, la Charente n'est que peu goudronnée et les voitures à moteur se font encore rares. Dans ce contexte familial où la pénibilité du travail est de mise, Thérèse naît le 26 décembre 1905, deux ans avant sa sœur Henriette qui voit le jour le 15 février 1908 à Ruffec tout comme son aînée. Cela a son importance.

Les hasards de la vie menant Henriette dans le Nord de la France, elle y est décrite comme « *une femme de terrain qui impose par sa stature, sa détermination, ses nombreuses relations et sa grande popularité* »¹. Avant les hostilités, comme indiqué dans sa fiche de démobilisation remplie à Lille (Nord), elle vit 106 boulevard Sainte Beuve à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) et déclare exercer la profession de commerçante. Vraisemblablement devant l'avancée de l'ennemi, elle se réfugie chez ses parents à Ruffec. La débâcle, l'exode, les français sur les routes. Le Nord qui vient au Sud, une fois de plus, comme en 1914. Une catastrophe que racontent les « réfugiés » comme on les appelle : en 1939, peu de radios, pas de télévision, c'est autour de la table, en oralisant, que l'on répand la nouvelle, parfois avec des semaines de retard.

En 1940, Thérèse est employée chez ses parents qui possèdent une entreprise de vente de carburants et de matériaux de construction. Elle gère le secrétariat et la comptabilité de l'entreprise. Elle déclare être commerçante en matériaux de construction. Elle réside 5, rue Piolet à Ruffec. Elle est décrite par son cousin Michel comme étant « *une femme discrète, complice efficace de sa sœur Henriette* »².

Au lendemain de l'Armistice, Henriette, tout comme sa famille, n'admet pas la défaite. Elle écoute Radio-Londres et décide de ne pas se soumettre tant au gouvernement de Vichy qu'aux exigences de l'occupant. Dès la mise en place de la ligne de démarcation le 25 juin 1940, elle aide, secondée de sa sœur Thérèse, les prisonniers de guerre évadés puis tous les Français qui le souhaitent à passer en zone libre pour fuir les représailles de l'ennemi. Combattre le fascisme et les idées de Vichy est une affaire de famille chez les Régeon. Ce n'est pas sans risque, les deux sœurs le savent bien.

Afin d'assurer les livraisons de matériaux de l'entreprise, Henriette conduit personnellement les camionnettes, fait assez rare à l'époque ! Mais après tout, le transport n'est-il pas une tradition familiale ? Au titre de son travail, elle obtient facilement les *Ausweis*, ces laissez-passer lui permettant de circuler librement, si tant est que l'on puisse parler de liberté en 1940. C'est tout naturellement, répondant, dit-elle « *à la demande du général de Gaulle* » qu'elle transporte du courrier au-delà de la ligne de démarcation ainsi que des Prisonniers de Guerre évadés. Rapidement, elle « fait



1. La maison natale d'Henriette et Thérèse Régeon, au 7 rue Piolet à Ruffec.

© Michèle Soult.

2. Portrait de Thérèse Régeon.

© Archives Départementales de la Charente.

3. Modèle de camionnette des années 1930.

© Image tirée du site internet www.pinterest.fr, © Renault communication / photographe inconnu.

passer » tout jeune français désirent fuir en zone libre : l'appel du Général a fait des émules, et nombreux sont ceux qui désirent quitter la France pour incorporer les FFL. Ce n'est pas sans danger pour les transportés comme pour celui - ou celle - qui roule.

Contactée en 1941 par le colonel Degua, représentant des réseaux d'évasion et du mouvement de l'Organisation Civile et Militaire (OCM), elle en devient son agent. Le 1^{er} juillet 1943, elle rejoint le réseau d'évasion « Marie-Odile », créé à Nancy par Pauline Gabriel Gaillard veuve Barré de Saint-Venant, alias « Marie-Odile Laroche ». Henriette, sous le pseudonyme d'Yvette avec sa sœur Thérèse, qui s'engage à ses côtés comme l'indique l'attestation de JR Helluy chef du réseau « Marie-Odile », pourvoient à l'hébergement des parachutistes alliés tombés sur le sol français et à leur convoyage afin qu'ils rejoignent l'Angleterre. Ils sont nombreux, anglais, canadiens, américains, à connaître les crashes à bord de leurs bombardiers, à l'aller ou au retour de missions périlleuses³. Recueillir ces soldats était considéré comme du sabotage et passible de la peine de mort. Les difficultés dans l'épreuve étaient multiples : barrière de la langue, déplacements de nuit, nourriture, pansage de blessures, etc. Il arrive même à Henriette de les convoyer jusqu'à la frontière espagnole ! Ainsi déclare-t-elle dans son dossier « *en avoir 24 (parachutistes) à son actif, passés et rentrés en Angleterre* ». Elle ajoute : « *Les parachutistes venaient de partout, j'allais les chercher à la gare et les ramenais à la maison*

ou les prenais dans les fermes indiquées et, suivant un mot convenu, les descendais à la frontière ». Elle n'a pas froid aux yeux, Henriette alias Yvette. Certes, elle n'agit pas seule mais c'est d'elle que viennent les initiatives. Un groupe de Ruffécois s'est constitué autour de la jeune femme : Fernand Lavaud (1901-1971), René Pinaud (1908-1991), Pierre Cottu (1906-1982), Edmond Méningeaud (1891-1945), Roger Rouillon (1887-1974) et son épouse Germaine (1893-1945), ces deux derniers seront arrêtés et déportés, Germaine ne rentrera pas.

Outre cette activité de sauvetage, elle assure également le transport « logistique », ravitaillant ainsi la résistance locale en armes et munitions. En janvier 1944, Henriette se sent menacée. 1944, année charnière où les nazis commettent le plus d'exactions sur le sol français : ils sont partout sur le reculoir, en difficulté, ils subissent les attaques des « Partisans Terroristes » comme ils les nomment. Ils répliquent violemment, pour l'exemple, par vengeance, par fanatisme. Les prisons se remplissent, les interrogatoires et exécutions sommaires se multiplient, y compris en Charente.

Henriette part pendant un mois environ rejoindre un maquis près de Limoges. Elle revient courant mars à Ruffec et reprend ses activités. Les deux sœurs sont vraisemblablement dénoncées, comme stipulé dans leurs dossiers, à l'image de Mary Lindell du réseau « Marie-Claire » (réseau destiné à rapatrier clandestinement en Angleterre les aviateurs britanniques abattus en France) et arrêtée quelques mois plus tôt.



Elles sont appréhendées ainsi que leur père Henri (libéré rapidement) à leur domicile le 23 mai 1944 à 4h du matin. Sont également interpellés le couple Rouillon, Mesdames Sabelle (1907-1945) et Denivelle (1900-1944). Elles sont incarcérées à la prison de La Pierre Levée à Poitiers (Vienne) jusqu'au 22 juin ; Henriette subit des interrogatoires « musclés » : elle est frappée puis elle est mise au cachot pendant six jours sans livrer le moindre renseignement.

Elle reste ensuite au secret jusqu'à son départ pour le Fort de Romainville le 22 juin avec Thérèse. Henriette y est enregistrée sous le numéro d'écrou 6064 et Thérèse sous celui de 6065. Déportées avec une centaine de femmes depuis Paris Gare de l'Est le 30 juin vers le camp de transit de Saarbrücken Neubremme, elles sont rapidement transférées au KL Ravensbrück où elles sont enregistrées le 7 juillet sous les matricules 44754 et 44755. Filles de roulier, chauffeur elle-même pour Henriette, se retrouver numérotées comme de vulgaires châssis de véhicule ... mais cette déshumanisation ne faisait-elle pas partie de la méthode concentrationnaire ?

À l'été 1944, elles sont affectées au Kommando de Leipzig-Schöenefeld et identifiées sous les numéros 1932 et 19334. Henriette travaille à la fabrication d'ailes gauches des Messerschmitt 109 au poste de peinture. Malgré les mauvais traitements que les deux sœurs subissent et le manque cruel de nourriture, elles survivent. Henriette dit être libérée par l'armée russe le 2 juin 1945, Thérèse aurait recouvré la liberté

fin mai. Cette dernière est rapatriée le 3 juin par le centre de Nancy. Quant à sa cadette, elle foule à nouveau le sol de sa chère patrie le 5 juin à Lille. Les deux sœurs rejoignent Ruffec et retrouvent leurs parents. Pourquoi les deux sœurs sont-elles séparées ? Rien, dans leurs dossiers ne permet de lever ce mystère.

Après la guerre, très marquée par la déportation, Thérèse reprend sa vie à Ruffec. Elle réintègre l'entreprise familiale dans laquelle elle s'investit jusqu'à la cessation de son activité. Elle réside 29 rue du Général Leclerc. Elle devient Officier de la Légion d'Honneur. Décorée de la Croix de Guerre 1939-1945 avec Palme, elle reçoit The Medal of Freedom et, le 3 août 1946, la Médaille de la Résistance.

Elle décède le 5 janvier 1987 à l'âge de 81 ans dans sa maison au 15, rue de l'Hôpital à Ruffec.

Henriette, toujours prête à agir pour le bien-être de son pays, s'engage dans la politique aux côtés de Mathilde Mir (1896-1958), menant campagne en faveur des grands thèmes du Conseil National de la Résistance et de la promotion des femmes dans la vie administrative et politique. Malgré sa popularité, elle est battue. Henriette s'affirme, plus que jamais, comme une femme libre, résolument en avance sur son temps. Son engagement politique, son mode de vie ne correspondant pas à la coutume familiale, sont-ils l'origine de sa brouille avec ses parents et sa sœur ?

Sollicitée par la Section Britannique de



1. Ancien hôpital où décéda Thérèse Régeon, au 15 rue de l'hôpital à Ruffec.

© Michèle Soult.

Recherches, elle est engagée, en reconnaissance des services rendus, de fin 1945 jusqu'en juin 1946 pour recenser les Helpers et les aides apportées aux aviateurs alliés.

Elle reçoit plusieurs décorations dont la Croix de Guerre 1939-1945 avec Palme, la Medal Freedom et, le 3 août 1946, la Médaille de la Résistance. Elle est faite Chevalier de la Légion d'honneur par décret du 13 juillet 1961 puis est promue Officier de la Légion d'honneur par décret du 30 octobre 1963.

Fin 1948, elle réside à nouveau à Boulogne-Sur-Mer puis, en 1953, elle habite avenue de Clichy dans le 17^{ème} arrondissement de Paris où elle est gardienne d'immeuble.

Henriette décède le 3 janvier 1992 en son domicile 30, rue du Général Leclerc à Ruffec à l'âge de 84 ans.

En 2011, l'esplanade du lycée Louise Michel à Ruffec prend le nom d'« esplanade des Sœurs Régeon », honorant la mémoire de ces deux ruffécoises engagées.

Michèle Soult



2. Façade de l'ancien Hôtel de France, tenu par le couple Rouillon à Ruffec.

© Michèle Soult.

3 et 4. Vue de l'esplanade des Sœurs Régeon à Ruffec, avec sa plaque.

© Michèle Soult.





Ci-contre
Portrait de Marcelle Nadaud
réalisé avant-guerre.
© Archives Départementales de
la Charente.

MARCELLE NADAUD ALIAS JEANNETTE LAPEDA MATRICULE 43088 À RAVENSBRÜCK

L'histoire de Marcelle Nadaud est inscrite dans la terre calcaire du Cognçais. Elle est la fille de Louis, Paul Nadaud, 31 ans, employé de commerce, et de Jeanne, Marie, Joséphine Bouhier âgée de 28 ans.

Marcelle voit le jour le 3 juin 1911 à La Rochelle (Charente-Maritime), au 56 bis rue de la pépinière. Elle est la seconde d'une fratrie de trois : Jacques est son aîné de 5 ans et Henri son petit frère.

Studieuse et intelligente, elle entre à l'École Normale d'Institutrices d'Angoulême et devient enseignante. L'« EN » comme la surnomment les jeunes filles se destinant aux écoles de Charente est un vrai « relais patriotique » : dictées, morale, lectures, sont autant d'outils pour faire aimer leur patrie aux enfants. Diplômée, Marcelle est fière comme ses camarades de faire partie des « Hussards de la République ».

En 1940, elle se retrouve en poste à l'école primaire de Bonneuil, dans les coteaux viticoles au cœur du terroir de Cognac. Les Allemands sont là, à Châteauneuf, où ils réquisitionnent blé, vin, chevaux, à Segonzac, où ils s'installent dans les demeures bourgeoises. On les croise sur la route, aux cafés, ils dirigent, commandent, ordonnent, remplacent les panneaux de signalisation, défilent, boivent, mangent, dorment chez l'habitant, imposent le couvre-feu. On les appelle sous le manteau « les doryphores », ces insectes mangeurs de patates, qu'on ne supporte pas dans les jardins...

Elle côtoie Jules Noblet, Maire de Bonneuil, qui, se ralliant aux idées du général de Gaulle, s'engage, avec son épouse Berthe, dans la

Résistance. Comme les époux Noblet, Marcelle refuse la défaite, le joug de l'ennemi et la politique collaborationniste du régime de Vichy. Elle s'engage et entre en résistance. Elle s'occupe des prisonniers évadés et organise la cache locale d'armes en compagnie de René Chabasse (Né le 9 avril 1921 à Echourgnac en Dordogne, mort en action le 21 février 1944 à Angoulême ; moniteur d'éducation physique ; résistant BOA – BCRA). En 1941, elle est mutée à l'école maternelle de Châteauneuf-sur-Charente. Agent particulièrement actif et efficace, elle prend le pseudonyme de « Jeannette Lapéda » (abréviation de « la pédagogue »). Récupérée par Charles Franc (dit « le Pointu » ou « Clovis » : Né le 18 mars 1921 à Malaville en Charente), viticulteur à Malaville, elle devient membre du Bureau des Opérations Aériennes (BOA), groupe chargé, entre autres, de réceptionner les parachutages d'hommes et de matériel venant d'Angleterre. Mathilde Mir, directrice de l'École Normale d'Institutrices d'Angoulême, inspectrice de l'Enseignement Primaire à Cognac (1941), engagée elle-même auprès du BOA est intéressée par le profil de Marcelle. Elle la contacte en 1941. Marcelle devient agent de liaison entre Mathilde Mir, René Chabasse, le commissaire Oswald, Pierre-André Rix, le Sous-préfet de Cognac, alias « Commandant des Sablons » pour le BOA et « François 1^{er} » pour le BCRA, Monsieur Poirier, commandant de gendarmerie de Cognac et l'adjoint de la gendarmerie de Châteauneuf-sur-Charente.

Elle travaille donc à la fois pour le BOA, la Section Spéciale de Sabotage (SSS) et pour

MINISTRE DES ARMÉES COMBATTANTES
ET VICTIMES DE GUERRE

Direction de l'Etat-Civil Paris, 24 NOV 1946
Bureau de l'Etat-Civil Déportés
83, avenue Foch

le DIRECTEUR DE L'ETAT CIVIL
ET DES RECHERCHES

Réf: E.C.D./2 CD.MA

Monsieur le PRÉSIDENT
de la PRÉFECTURE des
RECHERCHES ET INTERESSES
PATRIOTES
Ayant à statuer sur une demande
d'inscription de la mention "mort pour la
France" sur l'acte de décès de
M^{lle} NADAUD Marcelle, Marie, Marguerite
née le 3 Juin 1911 à LA ROCHELLE
domiciliée à CHARENTAIS/3 CHARENTAIS
(Charente)
départ^{le} le 3 Juin 1944 à
décédée le 26 Avril 1945 BAWENSBROCK
(Allemagne)

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir porter à ma connaissance, au dos de la présente et dans le moindre délai possible, les renseignements que vous pourriez posséder concernant l'attitude de l'intéressée au point de vue national avant et pendant sa déportation.

En le Directeur de l'Etat Civil
et des Recherches,
le Chef du Bureau de l'Etat
Civil Déportés.

Ministère des Armées B.O.A.Région B
Cabinet Militaire
Délégation Générale F.F.C.I.

Caserne de la Papinière
Rue de Laborde
Paris (8ème)
Reference 2ème direction
3485/D/C.V

Dossier pour délégation de solde.

ATTESTATION.

Le Général BONNEAU délégué Général F.F.C.I. certifie que M^{lle} Marcelle NADAUD est liée au service en vertu du décret 366 qu'elle appartient aux Forces Françaises Combattantes en qualité de chargée de Mission de 3ème classe

grade d'assimilation correspondant Sous-Lieutenant

Destinataires	Arrêtée le	Paris le
L'intéressée	4-3-44	8-7-46
Personnel F.C.	Signature	Signature
(Pour insertion au dossier de l'intéressée)	illisible	illisible

Copie certifiée conforme à l'original
Angoulême le 4-12-46

l'Organisation Civile et Militaire (OCM). Cette formation, la SSS, voit le jour grâce au capitaine Jacques Nancy, adjoint de Claude Bonnier, DMR de la région B, tous deux venus de Londres et arrivés en mission en Charente le 14 novembre 1943, pour y réorganiser la Résistance. Quant à l'OCM, c'est un grand mouvement de résistance intérieure française opérant en zone occupée qui naît à Paris en décembre 1940. Le travail ne manque pas, les Lysander survolent silencieusement les plateaux calcaires : pas de radars, de GPS, on se repère à la lueur de la lune, en cherchant des signaux de lumière au sol. Il faut aller vite : récupérer les contenaires de type C, les cacher, et laisser place nette. Sten, chargeurs, radios, sont autant de trésors rares et chèrement acquis qu'il faut redistribuer aux groupes armés. Marcelle, profitant de la couverture que lui octroie sa fonction d'enseignante, accomplit de nombreuses missions d'importance capitale. Ainsi, comme l'atteste Pierre-André Rix dans sa proposition pour la Croix de Chevalier de la Légion d'Honneur, Marcelle est une jeune femme active, efficace, plus qu'intrépide. Dès 1940-1941, elle assure la liaison entre la gendarmerie et les saboteurs ou ceux qui doivent recevoir les parachutages ou expédier le courrier de Londres. Elle va régulièrement chercher à Angoulême au train de quatre heures du matin des aviateurs anglais ou américains abattus et les amène à Châteauneuf. Elle les cache, les nourrit, leur fournit des vêtements, leur procure un autre refuge avant l'embarquement. Elle n'hésite pas à héberger,

avec leur matériel impressionnant, sept chefs importants surnommés les « sept As » de la SSS en mission et une femme allant à Alger, tous recherchés activement par la Gestapo. Elle leur procure des vêtements, un taxi, des vélos, des cartes, des lampes, des provisions. Débrouillarde, elle ne recule devant rien ! Par ailleurs, elle reçoit continuellement des visites des Résistants ou réfractaires de la région, Chabasse, Dautun, Franc, Berger, Boucherie, La Guêpe, Bill, Labrande, qui la mettent en danger. Chabasse lui remet journallement des réfractaires et des fuyards à qui elle fournit des cartes de travail, de fausses cartes d'identité et d'alimentation. Agent de liaison sous les ordres du Sous-préfet de Cognac, Pierre-André Rix, elle fait la navette tous les jeudis entre Cognac et Angoulême sur sa bicyclette pour transporter des documents : ce seront successivement des doubles d'instructions secrètes de Vichy, des plans d'opérations de police, diverses autorisations signées en blanc par le Sous-préfet, des empreintes des cachets de Mairie, des services préfectoraux et des services allemands et de multiples cartes de ravitaillement. Elle conserve plusieurs jours chez elle un plan de la base aérienne allemande de Châteaubernard subtilisé par le Sous-préfet avec la complicité d'un officier autrichien acquis à la cause, plan à la recherche duquel la Gestapo se lance avec énergie et ardeur. Elle confie ces précieux documents au SOE, ce qui permet d'organiser le bombardement de l'usine Dunlop de Montluçon dans la nuit du 15 au 16

1. **Courrier de demande d'information sur « l'attitude de l'intéressée au point de vue national avant et pendant la déportation » ; dossier d'homologation 2.008.05544.**

© AFMD.

2. **Attestation du général Bonneau sur l'appartenance de Marcelle Nadaud aux Forces Françaises Combattantes de l'Intérieur ; dossier d'homologation 2.008.05544.**

© AFMD.

3. **Acte de naissance de Marcelle Nadaud, dossier d'homologation 2.008.05544.**

© AFMD.

DEPARTEMENT
DE LA
CHARENTE - MARITIME

Mairie
DE
LA ROCHELLE

État Civil

EXTRAIT D'ACTE DE NAISSANCE

Nom *Nadaud*
Prénoms *Marcelle Marie Marguerite*
Née à La Rochelle, le *trois juin*
mil neuf cent quarze
rue de *Louis Paul Nadaud*
et de *Jeanne Marie Josephine Bouhier, son épouse*

A la Mairie de La Rochelle, le *deux août* 1946
L'Officier de l'Etat Civil,
PS

NO. 10 L'OFFICE DE LA ROCHELLE 11

3

septembre 1943 et celui du bombardement de la poudrerie d'Angoulême le 20 mars 1944.

Son réseau exfiltre des réfractaires, des opposants au régime de Vichy et au nazisme par les Pyrénées. Identifiée comme passeuse, elle est arrêtée une première fois en août 1942, pendant les vacances à Salies-de-Béarn. Mais, faute de preuves, elle est relâchée.

Elle assiste à des parachutages, accomplit des missions en pleine nuit, déguisée en garçonnet en raison de sa petite taille. Elle sabote les lignes téléphoniques et apporte son aide aux parachutages.

Elle appartient au réseau « Renseignements ». Elle s'associe aussi aux opérations du réseau « Action », parachutages, atterrissages d'avions. Elle opère des actions d'écoute sur des lignes téléphoniques partant de l'asile de vieillards de Cognac où est installé le poste de commandement de la DCA allemande du littoral de Saint-Jean-Pied-de-Port à Rochefort, grâce à des branchements clandestins faits à hauteur de la station d'Esclons et sur le passage des fils en droit du mur de clôture de la sous-préfecture. Son domicile est perquisitionné par la police aux ordres de Vichy. Se sachant surveillée, elle refuse de fuir en février 1944 après la mort de René Chabasse, craignant que ses parents ne soient arrêtés à sa place.

En février 1944, elle accepte de prendre en charge les quatre membres d'une mission parachutés par Londres dans la région de Malaville. La Gestapo, informée par une dénonciation (le délateur sera condamné à mort après la guerre puis gracié - un nommé

Brissaud¹⁾ ou par des agents infiltrés, arrête Marcelle à son domicile le 5 mars à 23h. Elle arrête à cette même date les époux Noblet.

Elle est incarcérée à la prison d'Angoulême où elle est durement interrogée, torturée. Elle ne parle pas. Sa maman, Jeanne Nadaud, arrêtée quelques jours après Marcelle, est, elle aussi, largement rudoyée lors d'interrogatoires. Elle supporte, avec abnégation, d'assister aux séances de tortures menées sur sa fille... Ses bourreaux espèrent qu'elle donnera les membres du réseau. Elle reste muette. Jeanne Nadaud est libérée le 16 juillet alors que sa fille reste aux mains de la Gestapo.

Marcelle est transférée au fort de Romainville près de Paris où elle est enregistrée sous le matricule 5650. Elle y retrouve Marie Noblet, arrêtée le même jour qu'elle et inscrite sous le numéro 5651 ainsi qu'Andrée Duruisseau, arrêtée à Angoulême le 15 mars et immatriculée 5649. Elle est déportée, avec ses deux compagnes, le 8 juin 1944 vers le camp de transit de Sarrebruck où elle reste 15 jours avant d'être dirigée sur le camp de Ravensbrück. Elle y devient le numéro 43088. Andrée Duruisseau est affectée le 22 juillet 1944 au kommando de Leipzig-Schönfeld alors que Marcelle et Marie restent basées à Ravensbrück.

À partir de l'automne 1944, la santé de Marcelle décline : elle maigrit beaucoup, elle perd ses forces, ses camarades doivent la soutenir afin qu'elle puisse assister aux interminables appels car, à tout individu défaillant, une mort certaine était promise !

Espérant toujours revoir la France, ses parents



1. Le monument de la Section Spéciale de Sabotage érigé au Chêne vert à Grassac.

© Image tirée du site internet resistancefrancaise.blogspot.com.

2. Inauguration du totem consacré au parcours de Marcelle Nafaud à Châteauneuf-sur-Charente, le 25 mai 2023.

© Michèle Soult.

et ses chers élèves, Marcelle s'accroche, et espère la victoire des semaines durant, en subissant comme ses camarades les affres des camps de concentration. Mais épuisée par la dysenterie, Marcelle décède le 26 avril 1945, juste avant l'arrivée des alliés.

Comme le conclut Pierre-Henri Rix dans son mémoire demandant l'obtention de la croix de Chevalier de la Légion d'Honneur pour Marcelle Nadaud : « *Magnifique exemple d'héroïsme féminin, Mademoiselle Nadaud a accompli dans la Résistance une œuvre patriotique de la plus belle abnégation, sans amour de la gloire, uniquement par souci de l'honneur français qu'elle estimait entaché par l'Armistice et la honte de la défaite et de la capitulation. Son âme était d'un métal précieux, mais son corps était fragile. C'était une faible femme et une grande française.* »

À titre posthume, Marcelle est faite Chevalier de la Légion d'Honneur, et obtient la Rosette de la Résistance et la Croix de Guerre.

L'école élémentaire de Châteauneuf-sur-Charente porte son nom, de même que celle de Cozes en Charente-Maritime depuis le 27 avril 2011. Un totem relatant son parcours fut inauguré à Châteauneuf-sur-Charente le 25 mai 2023.

Son nom apparaît sur le monument de la Section Spéciale de Sabotage érigé au Chêne Vert sur la commune de Grassac (Charente) aux côtés de ceux des frères Chabasse, des époux Noblet et de bien d'autres.

Michèle Soult

NOTES DE LECTURE / ÉLÉMENTS BIBLIOGRAPHIQUES

MARIE VIGNERON

- 1 - Sergent en allemand.
- 2 - Correspondant de l'Agence Havas en Europe de l'Est, il est nommé auprès du gouvernement de Vichy où il dirige secrètement le Super-Nap.
- 3 - Agent double, sous le pseudonyme de Gilbert Lenoir, il est chargé de mission par le service de renseignements de Vichy pour favoriser les passages de la ligne de démarcation à Vierzon des courriers militaires. Il cherche également à collecter, grâce à ses agents, des renseignements d'ordre tactique sur l'armée allemande. Sa zone de prospection s'étend sur toute la zone occupée sauf au sud de la Loire : il couvre de la Bretagne à Nancy et de Vierzon à la frontière belge. Le réseau se déploie aussi en Belgique, dans le sud des Pays-Bas, au Luxembourg et aussi en Allemagne.

Sources :

Registre du Fort de Romainville
SHD/DAVCC Caen 21p584070
RT «*Mémoire Vivante*» ; © Arolsen Archives, 2021.
B. LEROUX, C. LEVISSE-TOUZÉ et F. MARCOT,
Dictionnaire historique de la Résistance, Ed. Laffont,
2006.
Archives familiales.
https://fr.wikipedia.org/wiki/Maurice_N%C3%A8gre

HENRIETTE ET THÉRÈSE RÉGEON

- 1 - Extrait du discours de Bernard Charbonneau, Maire de Ruffec, lors de l'inauguration de l'esplanade des Sœurs Régeon en septembre 2011.
- 2 - <https://www.charentelibre.fr/charente/ruffec/ruffec-l-esplanade-des-soeurs-regeon-inauguree-6462499.php>
- 3 - La Charente compte d'ailleurs de nombreuses stèles qui témoignent du courage de ces aviateurs : certains ne sont jamais revenus, à l'image de l'équipage dont la tombe est fleurie à l'entrée de Châteauneuf-sur-Charente.
- 4 - Kommando de Ravensbrück puis de Buchenwald à compter du 1^{er} septembre 1944, connu sous le nom de Kommando HASAG, il fut essentiellement composé de femmes de différentes nationalités. L'objectif du Kommando fut donc la reconstruction de l'usine et la production de *panzerfaust*, arme antichar, et d'obus. Les travaux de terrassement et de reconstruction furent accomplis par le premier convoi de femmes, parti de Ravensbrück à la fin du mois de juillet 1944. Par la suite, les détenues furent affectées à la production militaire. L'ensemble de ces travaux étaient extrêmement pénibles, eu égard notamment au manque cruel de nourriture dont souffraient les détenues. De manière concertée, les détenues françaises freinèrent le travail et le sabotèrent le plus possible.

Sources :

Dossiers SHD 16P503268 et 16P503273,
21P649000 et 21P648991.
AFMD 54, «*Travail de Mémoire*», bulletin 21.



1. Le mémorial de Ravensbrück - site 4.

© Image tirée du site internet europemembers.com,
mention Waldsiedel via wiki
commons.

Fondation pour la Mémoire de la Déportation,
« Livre-mémorial », Ed. Tirésias, 2004.

G. HONTARRÈDE, *La Charente dans la Seconde
Guerre mondiale*, Le Croît Vif, 2004.

H. GENDREAU, M. RÉGEON, *Ruffec et les Ruffécois
dans la guerre : 1938-1945*, Ed. La Péruse, 1994.

B. LEROUX, C. LEVISSE-TOUZÉ et F. MARCOT,
Dictionnaire historique de la Résistance, Ed.
Laffont, 2006.

C. SOULARD, *Opération Frankton, l'incroyable
odyssée*, Ed. BonneAnsE, 2017.

R. TROUSSARD, *Charentais dans la tourmente*,
1991.

[http://www.encyclopedie.bsditions.fr/article](http://www.encyclopedie.bsditions.fr/article.ph)
.ph

[p?pArticleId=53&pChapitreId=34560&pArticle-
Lib=Situation+%5BRavensbr%C3%BCck%2C+-
camp+de+concentration+nazi%5D](http://www.encyclopedie.bsditions.fr/article.ph?pArticleId=53&pChapitreId=34560&pArticle-Lib=Situation+%5BRavensbr%C3%BCck%2C+-camp+de+concentration+nazi%5D)

[https://collections.arolsen-archives.org/en/
search/person/130431941 ?](https://collections.arolsen-archives.org/en/search/person/130431941?)

<https://fr.wikipedia.org>

[html](http://fusilles-40-44.maitron.fr/spip.php?article176051)

[https://fusilles-40-44.maitron.fr/spip.php?article
176051](https://fusilles-40-44.maitron.fr/spip.php?article176051)

<http://memorial16.free.fr/sss.htm>

CONTACTS UTILES

Si vous souhaitez obtenir des renseignements
sur des résistants et déportés de Charente,
hommes et femmes :

AFMD - DT16

CSCS Mairie

Place de l'hôtel de ville

16 160 GOND-PONTOUVRE

afmd-dt16@orange.fr

À l'échelle nationale :

Fondation de la Résistance

30 boulevard des Invalides

75 007 PARIS

contact@fondationresistance.org

MARCELLE NADAUD

1 - Voir le dossier au SHD-Caen, 21P 519550.

Sources :

SHD-Caen 21P 519 550. ; SHD-Vincennes 16P 438
829.

M. LEPROUX, *Nous, les terroristes*, Librairie Bruno
Sepulchre, Paris VI^{ème}, 1983.

B. LEROUX, C. LEVISSE-TOUZÉ et F. MARCOT,
Dictionnaire historique de la Résistance, Ed.
Laffont, 2006.

[http://resistancefrancaise.blogspot.
com/2019/01/jules-et-berthe-noblet-famille-de](http://resistancefrancaise.blogspot.com/2019/01/jules-et-berthe-noblet-famille-de)

PORTTRAITS DE FEMMES RÉSISTANTES EN CHARENTE ET CHARENTE LIMOUSINE

SOURCES ET SITES UTILES

- Site internet Arolsen Archives

Le site donne accès au fonds d'archives géré par le centre international de documentation sur les persécutions nazies.

<https://arolsen-archives.org/fr/>

- Site internet du Maitron

Ce site comprend notamment les notices des fusillés de France.

<https://maitron.fr/>

- Site internet du Musée de la Résistance en ligne

Lié à la Fondation de la Résistance, ce site donne accès aux contenus pédagogiques et évènements portés par la Fondation.

<https://museedelaresistanceenligne.org/>

- Site internet de l'AFMD - délégation territoriale de la Charente.

<https://afmd.org/fr/delegations.html?code=FR-16>

- Site internet des Archives Départementales de la Charente

<https://archives.lacharente.fr/>

- Site internet du service Patrimoine du Conseil Départemental de la Charente.

Sur l'onglet « Espace mémoriel de la Résistance et de la Déportation », une page regroupe les portraits de déportés charentais rédigés par l'AFMD - DT16.

<https://patrimoine16.lacharente.fr/sites-du-departement/espace-memorielde-la-resistance-et-de-la-deportation/les-deportes-de-la-charente/>

- Site internet de la Communauté de communes de Charente Limousine.

Dans l'onglet « Pays d'art et d'histoire », une page regroupe les publications du service, notamment celles relatives à la thématique mémorielle (la ligne de démarcation, les monuments aux morts, Gérard Dubois, Maxence Simon).

<https://www.charente-limousine.fr/index.php/fr/pays-art-et-histoire/111-lesbrochures-du-pays-d-art-et-d-histoire>

DÉCOUVRIR LA SECONDE GUERRE MONDIALE EN CHARENTE LIMOUSINE

- Mémorial de la Résistance de Chasseneuil-sur-Bonnieure.
- Maison de la Résistance René Michaud à Chasseneuil-sur-Bonnieure.
- Le sentier de la mémoire - histoire du maquis Bir Hacheim à Cherves-Châtelars (départ au village Le Châtelars).

Partez à la recherche des nombreuses plaques en hommage aux résistants à Chabonais, Exideuil-sur-Vienne, Confolens, Chasseneuil-sur-Bonnieure, Ambernac ou encore Pleuville !

Pour les enfants :

Découvre la Résistance à Confolens avec Zaza Luma (livret disponible gratuitement dans nos Offices de Tourisme).

« DANS LA RÉSISTANCE, LES FEMMES SONT AUSSI HÉROÏQUES QUE LES HOMMES, MAIS LEUR SORT EST PIRE ENCORE QUE CELUI DES HOMMES. »

Gilles PERAULT, extrait d'interview dans l'article « Rendre leur place aux femmes dans la résistance » de Marion Chastain et Liliane Charrier pour TV5monde – rubrique Terriennes, 8 mai 2020.

Laissez-vous conter le Confolentais, Pays d'art et d'histoire...

... en compagnie de guides conférenciers agréés par le ministère de la Culture. Ils connaissent parfaitement le territoire et vous donnent des clés de lecture pour comprendre un bâtiment, un paysage, une ville et un village au fil des quartiers.

Le Confolentais (en Charente Limousine) appartient au réseau national des Villes et Pays d'art et d'histoire

La Direction Générale des Patrimoines, au sein du ministère de la Culture, attribue le label « Villes et Pays d'art et d'histoire » aux collectivités locales qui animent leur patrimoine. Il garantit la compétence des animateurs de l'architecture et du patrimoine et des guides conférenciers, ainsi que la qualité de leurs actions. De l'architecture aux paysages, les villes et pays mettent en scène le patrimoine dans sa diversité. Aujourd'hui, un réseau de 202 villes et pays vous offre son savoir-faire dans toute la France.

Le service Patrimoine anime la convention « Pays d'art et d'histoire » signée entre la Communauté de communes de Charente Limousine et le ministère de la Culture. Il organise diverses animations pour découvrir et valoriser le patrimoine du territoire auprès de ses habitants et des visiteurs. Il se tient à la disposition des communes et des structures locales pour tout projet.

À proximité

Dans la Région Nouvelle Aquitaine : les villes de Bayonne, Bergerac, Bordeaux, Cognac, Dax, La Réole, Limoges, Pau, Périgueux, Rochefort, Royan, Saintes, Sarlat, Thouars ; les pays de GrandAngoulême, du Grand Châtelleraut, de Grand Poitiers, du Grand Villeneuvois, des Hautes Terres Corréziennes et Ventadour, de l'île de Ré, du Mellois en Poitou, des Monts et Barrages, de Parthenay-Gâtine, des Pyrénées béarnaises, de Saint-Jean-de-Luz et Ciboure, Vézère et Ardoise, de Vienne et Gartempe.

Pour tout renseignement

Service Pays d'art et d'histoire
Communauté de communes de Charente Limousine
8 rue Fontaine des jardins
16 500 Confolens
Tel : 05.45.84.14.08.
celine.deveza@charente-limousine.fr
Office de tourisme de Charente Limousine
8 rue Fontaine des jardins
16 500 Confolens
Tel : 05.45.84.22.22.
tourisme@charente-limousine.fr
Conception : Pays d'art et d'histoire, Communauté de communes de Charente Limousine, 2023.

Conception graphique

DES SIGNES studio
Muchir Desclouds 2015

Impression

IGE Edigraphic

Cette brochure reprend les notices biographiques rédigées par Michèle Sout. Elle a participé aux publications nationales « Les 9000 déportés de France passés par Mittelbau-Dora » et « Les victimes normandes de la barbarie nazie ». Ses différents travaux et son engagement dans les « ateliers de Petits Chercheurs en Histoire » ont permis de rédiger et de diffuser les notices biographiques des déportés et fusillés de Charente dans la presse et sur les sites internet « Patrimoine » du Conseil Départemental de la Charente et « Musée de la Résistance en ligne ».



Direction régionale
des Mémoires culturelles
de Nouvelle-Aquitaine



RÉGION
Nouvelle-
Aquitaine

CHARENTE
LE DÉPARTEMENT

